



CLASSIQUES
GARNIER

COMMUN (Patricia), « Introduction [de L'ordolibéralisme] », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n° 3, 2017 – 1, p. 171-175

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-06967-6.p.0171](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-06967-6.p.0171)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2017. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

INTRODUCTION

Patricia COMMUN
Université de Cergy-Pontoise

L'ordolibéralisme allemand apparaît comme la réponse des économistes libéraux allemands à la critique anticapitaliste et antidémocratique qui fait rage dans les années 1920-1930 (Sontheimer, 1962 ; Commun, 2016). Mais est-elle pour autant une Troisième voie entre socialisme et capitalisme ? Comment ce nouveau libéralisme intègre-t-il la question sociale qui est au cœur de la critique anticapitaliste ? C'est à ces questions que ce dossier tente de répondre.

La critique anticapitaliste, issue des camps marxistes et conservateurs en Allemagne, fut une pensée à la fois décliniste, antilibérale et antidémocratique, égalitariste et antirationaliste. Se targuant de ramener l'ordre dans un désordre économique et social devenu ingérable par les partis politiques traditionnels, ce sont les nationaux-socialistes qui ont avant tout occupé le terrain politique d'une Troisième voie entre socialisme et communisme et une pensée libérale pour laquelle ils ont créé le néologisme méprisant de « libéraliste ». C'est parce qu'ils ne pouvaient plus se référer officiellement à un libéralisme unanimement honni et décrié dans le débat public allemand des années 1920-1930, que quelques jeunes économistes de l'association du *Verein für Socialpolitik* forment, sous la direction de l'économiste et sociologue Alexander Rüstow, un groupe de « Jeunes Ricardiens ».

En se référant à Ricardo, ces jeunes économistes s'affirmaient en rupture avec la pensée inductive qui prévalait chez les économistes historicistes du *Verein*. Ils manifestaient leur attachement à la pensée libérale classique, et plus particulièrement au libre-échange, unanimement décriés à l'époque

comme sous-marins d'un « manchestérianisme », autre expression visant à la dévalorisation politique de la pensée libérale anglo-saxonne. Leur objectif est alors de reprendre le terrain de la Troisième voie investie par l'École historique depuis la fin du XIX^e siècle. En effet, le réformisme social induit par l'École historique avait dégénéré, à leurs yeux, en un interventionnisme permanent dommageable au bon fonctionnement d'une économie de marché libre. Pour les Jeunes Ricardiens, cette erreur politique avait pour origine une erreur méthodologique fondamentale. Il fallait, pour sauver le libéralisme économique, revenir à la pensée libérale classique, mais en l'adossant à une pensée juridique et sociologique.

Le noyau qui s'est formé autour d'Alexander Rüstow a constitué le cœur des futurs ordolibéraux, économistes très interdisciplinaires que l'on qualifierait aujourd'hui d'hétérodoxes : l'économiste Walter Eucken et le juriste Franz Böhm, fondateurs de l'École de Fribourg et Wilhem Röpke.

L'*ordo* incarne la reconstruction rationnelle et volontariste d'une économie de marché libre, vue par le libéralisme anglo-saxon comme un ordre naturel. Né au départ d'une volonté de rupture avec la pensée inductive historique, l'ordolibéralisme réintègre la pensée économique hypothético-déductive dans la pensée économique. Mais la révolution épistémologique annoncée n'a pas vraiment eu lieu : les ordolibéraux, et en particulier Walter Eucken, procèdent, en dépit d'une virulente critique initiale contre l'historicisme, à une synthèse entre la pensée historiciste et la pensée libérale classique (Schefold, 2003).

C'est Walter Eucken qui développe plus particulièrement la dimension méthodologique de la notion d'*ordo*. Dans ses *Fondements de l'économie nationale* rédigés à la fin des années 1930, (Eucken, 1940, 1992), il annonce vouloir substituer au principe de causalité une pensée systémique fondée sur la recherche de corrélations et d'interactions. Il souligne en effet les interactions entre les grands systèmes de gouvernance politique et économique. Le fonctionnement de l'économie n'est pas étudié, comme chez Keynes, en termes d'agrégats macro-économiques, ou, comme chez les tenants du subjectivisme méthodologique, du point de vue des préférences individuelles. Ce qui est considéré, c'est la meilleure organisation politico-économique possible qui assure la fluidité du marché, c'est-à-dire des circuits entre production, distribution et consommation. C'est une étude historique des mécanismes régissant différents systèmes

politico-économiques dans l'histoire qui permet à Eucken d'affirmer que l'économie de marché libre apparaît comme le meilleur système ou ordre possible, à la fois en termes d'allocation des ressources et de liberté individuelle (Commun, 2016, p. 103-155).

Enfin, les ordolibéraux posent la question du pouvoir et des rapports de force politiques dans les systèmes économiques. La cristallisation des pouvoirs économiques et politiques sous forme de monopoles destructeurs de liberté sont au cœur de la réflexion ordolibérale allemande. C'est principalement la fixation sur la question politico-économique des monopoles qui distingue les ordolibéraux allemands des néo-libéraux français et des libéraux autrichiens (Young, 2014).

La limitation du pouvoir économique et politique destructeur de liberté est au cœur de la réflexion ordolibérale. Les moyens envisagés pour contenir ces cristallisations de pouvoir politico-économique sont d'ordre politique, économique et juridique mais aussi culturel et sociétal, voire constitutionnel. Afin de sauvegarder l'ordre productif d'économie de marché, une constitution économique est même envisagée, à l'instar de la démocratie qui est protégée par une constitution régissant le cadre de l'ordre politique estimé le meilleur possible pour le citoyen. Il n'y a aucune raison pour que l'ordre économique ne soit pas protégé, au même titre que l'ordre politique, d'autant que les deux sont profondément liés. L'ordre économique libéral est aussi peu spontané et naturel que ne l'est l'ordre politique libéral. C'est là une différence importante entre les ordolibéraux allemands et le libéral autrichien Friedrich Hayek.

Une autre différence de taille entre l'École autrichienne et l'ordolibéralisme allemand est l'idée d'un libéralisme social. Les trois auteurs clef de la pensée ordolibérale présentés dans ce dossier, Wilhelm Röpke, Alexander Rüstow et Walter Eucken, accusent certes des différences, rappelées dans les trois contributions qui suivent. Cependant, ils ont ceci en commun qu'ils développent un nouveau libéralisme dans lequel ils tentent de réintégrer une pensée sociale. Arnaud Diemer rappelle l'importance du Colloque Lippmann pour la renaissance de ce libéralisme social et souligne opportunément les parallèles et les différences entre le néolibéralisme français et le néolibéralisme allemand qui s'est appelé ordolibéralisme. La question sociale, ainsi que le rappelle très justement Raphaël Fèvre dans sa contribution qui analyse la pensée sociale de Walter Eucken et Wilhelm Röpke, a changé de

dimension dans les années 1920 en Allemagne : ce n'est plus celle de la redistribution, mais celle du chômage de masse couplé au problème d'allocation des ressources et de la rareté des biens. Enfin Alexander Rüstow est, tout comme Wilhelm Röpke, moins optimiste que Walter Eucken quant à la capacité du libéralisme économique à régler la question sociale qui devient plutôt la question sociétale : celle de l'intégration de l'*homo oeconomicus* dans une société civile qui doit, en premier lieu et en amont de l'intervention de l'État social, pallier aux duretés imposées par l'économie de marché concurrentielle. Le cheminement intellectuel d'Alexander Rüstow est retracé dans la contribution qui lui est consacrée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- COMMUN, Patricia [2016], *Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande*, Paris, Les Belles Lettres.
- COMMUN, Patricia (éd.) [2003], *L'ordolibéralisme allemand. Aux sources de l'économie sociale de marché*, Cergy-Pontoise, CIRAC/CICC.
- EUCKEN, Walter [1992], *The Foundations of Economics. History and Theory in the Analysis of Economic Reality*, New York, Springer-Verlag.
- SCHEFOLD, Bertram [2003], « Die deutsche Historische Schule als Quelle des Ordoliberalismus », in COMMUN, Patricia (éd.) [2003], p. 101-119.
- SONTHEIMER, Kurt [1962], *Antidemokratisches Denken in der Weimarer Republik*, Munich, Nymphenburger Verlag.
- WULLWEBER, Josha, GRAF, Antonia & BEHRENS, Maria (éd.) [2014], *Theorien der internationalen Politischen Ökonomie*, New York, Springer-Verlag.
- YOUNG, Brigitte [2014], « Ordoliberalismus, Neoliberalismus, Laissez-faire Liberalismus » in WULLWEBER, Josha, GRAF, Antonia & BEHRENS, Maria (éd.) [2014], p. 34-48.